

de la raison humaine! Au triomphe de la raison humaine dans les idées, dans les institutions, dans les lois, dans les droits de tous, dans l'indépendance des cultes, dans l'enseignement, dans les lettres, dans le fond et dans la forme des gouvernements! (*Très-bien!*) La raison humaine, quoi qu'en disent les amateurs de ténèbres, est la confidente divine de la Providence sur la terre. Elle est la révélation continue des vérités dont la clarté s'accroît sans cesse sur l'horizon des peuples. La raison humaine est la foi intellectuelle de la France. La grandeur de la France est, pour ainsi dire, de tout temps liée à la grandeur de l'esprit humain. Invoquer son triomphe, c'est invoquer celui de la France, de la vérité politique, du peuple et de Dieu! (*Salves répétées d'applaudissements.*)

## XXXVIII

## DÉCLARATION DE PRINCIPES

21 octobre 1847.

Au commencement d'une nouvelle année politique et à l'ouverture d'une nouvelle rédaction <sup>1</sup>, il est peut-être utile de repasser légèrement la main sur nos principes pour enlever la poussière ou la rouille qui pourrait s'y être attachée, par notre faute, dans l'esprit de ceux qui nous lisent, et pour bien dire qui nous sommes à nos amis et à nos ennemis. Nous l'avons dit mille fois; mais ce siècle a l'oreille dure; ne nous laissons pas de le redire, puisqu'on ne cesse pas de nous le redemander.

Nous comprenons parfaitement, au reste, qu'on ne nous entende pas du premier mot. Ce temps s'appelle confusion; les opinions sont une mêlée; les partis sont un chaos; la langue des idées nouvelles n'est pas faite encore; rien n'est plus embarrassant qu'une bonne définition à donner de soi-même, en religion, en philosophie, en politique. On le sent, on le sait, on vit et on meurt au besoin pour sa cause, mais on ne peut pas la nommer. C'est la difficulté et le travail de ce temps de classer les choses et les hommes. Quand ils seront classés, les uns s'appelleront d'un nom, les autres d'un autre; on se rangera, on se comptera, et la

1. Du journal *le Bien public*.

lumière sera faite. En attendant, il y a toujours un peu de ténèbres sur les opinions les plus nettes et sur les consciences les plus sincères. Essayons d'y jeter une clarté de plus.

Tacite disait que dans les temps de révolution, le plus difficile pour un homme de bien n'était pas tant de faire son devoir que de le connaître. C'est notre histoire qu'il écrivait là. En effet, il ne suffit pas aujourd'hui, comme dans les bons temps où deux idées bien définies luttent corps à corps pour se disputer la domination du monde, de dire : Je suis royaliste ou républicain, aristocrate ou démocrate, guelfe ou gibelin, bleu ou blanc. Il n'y a pas un seul homme pensant où il n'y ait un peu de tout cela à la fois, et dont la pensée ne soit un composé complexe de toutes les portions d'erreurs et de toutes les portions de vérités que chacune de ces dénominations de parti rappelle. Le monde a brouillé son catalogue. La vérité politique n'est plus tout d'un mot. Pourquoi? le voici :

Nous sommes en politique un sol d'alluvion. Nous succédons à des révolutions, à des réactions, à des essais fugitifs de gouvernement qui n'ont pas permis à une idée entière de rester debout dans l'esprit des hommes. L'ancien régime, la république, le jacobinisme, le gouvernement militaire et prétorien du consulat, l'empire, la révolution de 1830 ont laissé après eux sur notre sol un fouillis de préjugés, de passions, d'idées, de souvenirs, de ressentiments, de systèmes confus et contradictoires, à travers lequel il est prodigieusement difficile de discerner par l'intelligence la vérité politique; au-dessus duquel il est plus difficile encore de s'élever par le caractère pour découvrir l'horizon vrai de l'avenir, et pour y marcher droit, tantôt avec le gouvernement, tantôt contre lui, tantôt avec les oppositions, tantôt contre elles, aujourd'hui populaire, demain méconnu et décrié.

Et cependant, dites-nous d'un mot, vous, hommes de bonne foi, qui nous accusez d'obscurité, où est cette vérité

politique? Est-cela vérité politique que cet ancien régime, trinité de trois tyrannies, l'Église, la Noblesse et le Trône, où chacune de ces trois puissances détestait et rêvait continuellement d'abattre l'autre, mais où toutes se liguèrent au besoin pour l'asservissement intellectuel et matériel du peuple?... Est-ce la vérité politique que la démagogie républicaine de 1793, ne propageant ses vérités que le glaive à la main, par la proscription et par la terreur, et ne réprimant l'anarchie que par l'échafaud?... Est-ce la vérité politique que ce Consulat dispersant devant des baïonnettes la souveraineté nationale, traitant la liberté d'un grand peuple comme une sédition de caserne, et donnant à la patrie de l'Assemblée constituante le gouvernement d'un camp?... Est-ce la vérité politique que la Restauration octroyant d'abord une charte, feuille déchirée du beau livre de la Révolution de 89, puis tremblante devant son propre ouvrage, vaincue par l'esprit de cour et par l'esprit d'Église, et se précipitant de peur dans l'abîme d'un coup d'État contre le sens commun?... Est-ce la vérité politique, enfin, que le gouvernement de Juillet inauguré comme une royauté de la liberté, chargé de créer et de fortifier par un exercice régulier les organes encore faibles de la démocratie, d'étendre la souveraineté nationale à tous les citoyens, de donner à chacun son rôle, sa voix, son droit dans le gouvernement de la raison et de la volonté de tous; puis, au lieu de cela, restreignant, intimidant, rivant, mutilant de jour en jour davantage ses organes; se substituant partout, lui, et une étroite oligarchie, à l'action de trente-cinq millions d'hommes, osant distinguer dans le peuple un pays légal et une nation apparemment hors la loi, et réduisant tout le mécanisme de l'institution démocratique à une bourgeoisie régnante, au lieu d'une démocratie couronnée?

Non, rien de tout cela n'est la vérité politique. La vérité politique pour nous, ce n'est ni le trône, ni la dynastie, ni l'aristocratie, ni le clergé, ni l'armée, ni la bourgeoisie, ni

la démagogie, ni le parlement; c'est le peuple. C'est la raison, le droit, l'intérêt, la volonté de ces trente-cinq millions d'hommes, sans en exclure, sans en préférer et sans en privilégier aucun, apportant chacun avec eux leur titre de souveraineté morale signé au ciel dans leur titre d'homme, contre-signé sur la terre dans leur titre de citoyen, et dont le droit, la capacité et la volonté exprimés et régularisés forment ou doivent former ce qu'on appelle gouvernement. En un mot, nous sommes démocrates comme la nature et comme l'Évangile. La vérité est pour nous la démocratie organisée en société civile et en gouvernement politique. Tout le reste est fiction, sophisme, mensonge, tyrannie. La fiction n'a qu'une apparence, le sophisme n'a qu'une face, le mensonge n'a qu'un temps, la tyrannie n'a qu'une arme, qu'on lui brise tôt ou tard dans la main. Les gouvernements vraiment solides ne peuvent porter que sur une vérité complète. Le gouvernement démocratique sera le gouvernement éternel de l'avenir vers lequel nous marchons; telle est notre foi.

Mais la démocratie ou le gouvernement du droit, de la volonté et de l'intérêt du peuple entier, exclut-il donc selon vous, nous dit-on, la forme unitaire au sommet et toute une espèce de souvenir, de concentration ou de décoration monarchique dans un pays de souveraineté du peuple? En un mot, êtes-vous des factieux d'idées rompant avec les institutions de votre pays, et déclarant haine et guerre au gouvernement de votre temps, au lieu de lui porter force, conseil et concours comme à la forme voulue, acceptée ou imposée par la nation dont vous êtes citoyens? — Nous, nous ne sommes rien moins que des factieux d'idées; nous savons compter avec les hommes; nous savons nous plier aux temps; nous savons compatir aux mœurs; nous savons calculer la force des traditions; nous savons ce que quatorze siècles d'habitude pèsent contre le poids d'une vérité absolue dans l'esprit d'un peuple; nous savons qu'on ne refait pas la langue politique d'un pays en trois

jours; nous savons enfin que les transitions sont les arches du pont de l'esprit humain pour passer d'un ordre de choses à un autre sur l'abîme des révolutions sans y tomber; nous savons de plus que la dénomination et le mécanisme des gouvernements sont indifférents aux sages, pourvu que ces gouvernements accomplissent en réalité l'œuvre qu'ils doivent accomplir; qu'il y a des monarchies libres et des républiques despotiques; que la souveraineté du peuple peut conserver une magistrature héréditaire au dernier degré de sa pyramide de pouvoirs électifs, sans abdiquer pour cela sa nature; qu'elle peut laisser le nom de royauté représentative à cette magistrature par une condescendance de principes envers les habitudes qui rassure l'œil des timides, sans inquiéter l'esprit des forts. J.-J. Rousseau, le prophète de la démocratie moderne, que disait-il lui-même, en s'expliquant comme nous sur ces théories politiques? Il disait: « L'essentiel pour moi, c'est que les lois justes règnent; les fondements de l'État sont les mêmes dans toutes les formes de gouvernement. Je donne la préférence à celui de mon pays; je ne donne l'exclusion à aucun; au contraire, chacun a sa raison d'être qui peut le rendre préférable à tout autre selon les temps, les lieux, les hommes, les circonstances. » Nous pensons comme J.-J. Rousseau. Si la monarchie représentative veut servir la raison humaine, avancer la pensée de Dieu et la liberté, travailler au bonheur du peuple, faire grandir et régner sous son nom la démocratie, nous servirons loyalement et religieusement nous-mêmes la monarchie représentative. Elle a ses dangers, nous les voyons; mais elle a ses avantages, il ne dépend que d'elle de nous en convaincre. En un mot, si nous étions républicains comme philosophes, nous saurions être monarchiques comme citoyens.

Or, que demandons-nous en ce moment à ce gouvernement pour lui prêter un concours sincère? Nous lui demandons ce que la Révolution, dont il est le produit, lui a

donné mission de donner en lois à la France et en exemples au monde, sous peine de trahison et d'apostasie :

La souveraineté exercée du peuple ;

Le droit électoral réparti à tous les citoyens ;

Les assemblées primaires nommant des électeurs pour une fonction temporaire ;

Les électeurs nommant les représentants pour un temps limité ;

Les représentants, non pas livrés à la merci des corruptions des ministres, mais salariés par le peuple, pour enlever tout prétexte à leur servilité ;

Les fonctionnaires à leur poste, et non dans les Chambres, où ils jouent deux rôles incompatibles, celui de contrôleurs et de contrôlés. Pas d'autres lois pour les exclure, celle-là suffit ;

Une Assemblée nationale ;

Les ministres nommés dans l'urne par la majorité que la Chambre leur donne ou leur retire ;

La dynastie sans autre privilège que le trône ;

Le roi inviolable ;

Les princes simples citoyens ;

La liberté réelle des cultes par la séparation de l'Église et de l'État ; la liberté d'association et de cotisation volontaire en matière religieuse, pour seul budget des consciences affranchies ;

La liberté d'enseignement absolue à cette condition, sauf la police des mœurs dont l'État ne doit jamais se dessaisir ;

La liberté de la presse par la révocation des lois de septembre ;

La sécurité du siège de l'Assemblée nationale garantie par une loi de prudence contre l'abus des fortifications de Paris ;

Une armée permanente et une armée de réserve qui soit le pays militaire en disponibilité ;

Une loi de justice qui répartisse avec égalité les charges du recrutement ;

La paix, mais la France à son rang dans la paix comme elle y fut dans la guerre ;

La France alliée naturelle et avouée de la liberté des idées et des peuples dans tout l'univers ;

L'abolition de l'esclavage partout où flotte le drapeau français qui porte un principe ou qui ne porte rien ;

L'organisation de l'enseignement gratuit sur la base la plus large pour le peuple ;

La fraternité sociale en principes et en institutions ;

La liberté progressive du commerce et des échanges ;

La vie à bon marché par la réduction des taxes qui pèsent sur les aliments ;

Une taxe des pauvres malgré les calomnies dont l'égoïsme des économistes cherche à décréditer cette institution ;

Les enfants trouvés adoptés par l'État, et non repoussés dans la mort par l'inquisition sur les naissances, et par la fermeture des tours ;

L'extinction de la mendicité ; des asiles pour les infirmes, des ateliers de travail pour les valides ;

La charité sociale promulguée en nombreuses lois d'assistance à tous les besoins, à toutes les souffrances, à toutes les misères du peuple ;

Un budget de la libéralité de l'État ;

Un ministère de la bienfaisance publique ;

Un ministère de la vie du peuple, etc., etc., etc.

Que le gouvernement entre dans ces voies, et nous l'y suivrons, sans lui demander s'il porte une couronne, une tiare, ou un chapeau.

Mais si le gouvernement, pour être appuyé, honoré, aimé, servi par nous, doit être l'instrument de la souveraineté nationale, de la dignité du pays, de la probité des lois, de la bienfaisance de l'État envers tous ses membres, disons notre pensée tout entière, ce n'est pas encore assez pour nous : il doit être avant tout et par-dessus tout l'ins-

trument de Dieu et le promoteur actif et initiateur de la raison humaine. — Qu'est-ce que cela veut dire? — Cela veut dire qu'à nos yeux le gouvernement d'une nation comme la France, le lendemain d'une révolution destinée à renouveler la face du monde, ne doit pas être un simple mécanisme chargé de procurer de la sécurité, de la liberté, de l'égalité, du travail et du pain à une nation; mais qu'il doit être un grand et actif apostolat de lumière, de vérité et de raison pour la France et pour l'humanité tout entière. L'ordre, la paix, la liberté, la richesse, la vie, sont de bonnes choses, sans doute, mais il y a des choses au-dessus de toutes ces choses et qui les donnent toutes par surcroît aux nations, comme dit l'Évangile : ce sont les idées! Le gouvernement de la France de 1789 et de 1830, le gouvernement du XIX<sup>e</sup> siècle a ses premiers devoirs envers les idées pour le service et pour le salut desquelles il a été fondé. Expliquons-nous.

Nous sommes spiritualistes en politique, c'est-à-dire que de même que nous mettons dans l'individu les intérêts de l'âme bien au-dessus de ceux du corps, nous mettons l'âme des peuples bien au-dessus de leur organisation matérielle. Nous croyons que les peuples ont une âme que la civilisation et les gouvernements ont mission d'éclairer, de développer, de grandir, de fortifier, de spiritualiser, de sanctifier de siècle en siècle davantage par l'adoption et par la propagation continue des idées, produit intellectuel et moral, patrimoine accru sans cesse, splendeur, grandeur, force, vérité, dignité, sainteté de l'esprit humain. Que s'ensuit-il? Il s'ensuit que le gouvernement de la France, de la révolution philosophique, morale, religieuse et politique de 89, doit être l'expression de ces principes, ou se déshonorer, et déshonorer la nation et la Révolution, en jetant la France dans le plus sordide et dans le plus abject matérialisme de cœur, et en disant à Dieu et aux peuples : « Périssent les idées, pourvu que je vive! »

Et qu'importe à Dieu et aux hommes que vous viviez, si

vous vivez et si vous faites vivre les peuples des idées fausses que vous aviez pour mission de la Providence d'écartier de la main, de la bouche et de l'âme des générations? Qu'importe à Dieu et aux hommes que vous viviez, si vous achetez chaque jour de cette vie précaire, comme des naufragés dans la tourmente, au prix d'une de ces vérités philosophiques, sociales, politiques que vous jetez par-dessus le bord, pour alléger votre gouvernement de quelques difficultés? Qu'importe à Dieu et aux hommes que vous viviez, si la raison humaine ne vit pas avec vous, en vous et par vous? Qu'importe à Dieu et aux hommes que vous viviez, si vous ne vivez que de l'esprit du passé, au lieu de vivre et de faire vivre la France et l'Europe de l'esprit de l'avenir qui a soufflé à la fin du dernier siècle pour animer le siècle nouveau? Faites votre choix entre le moyen âge et le XIX<sup>e</sup> siècle; soyez le gouvernement de la philosophie ou le gouvernement du préjugé; avouez la Révolution pour votre mère, ou répudiez son nom. Ne ramenez pas la nation sur ses pas, elle n'y trouvera que des fictions et des ombres; ne continuez pas cette naturelle, mais trop longue réaction de la peur contre l'éruption des plus éclatantes vérités qui aient jamais éclairé le monde dans l'Assemblée constituante. Ces vérités inscrites sur le drapeau de 89 sont assez pures pour que vous ne rougissiez pas de les professer et de les défendre. Émancipation de l'esprit humain par la liberté de penser; émancipation de l'âme individuelle par la liberté d'examiner et de croire; conscience restituée à Dieu par l'autorité civile; affranchissement réciproque de l'État par l'Église et de l'Église par l'État; suppression des privilèges; égalité des droits de l'homme; famille nationale sans primogéniture entre ses enfants; ennoblissement du peuple tout entier par le titre de citoyen; souveraineté de chaque citoyen par le droit d'élire; représentation une et universelle; peuple roi; opinion régnaute; royauté exécutive; politique spiritualiste fondée sur l'abnégation des conquêtes et sur la paix;

respect du sang des hommes ; religion de l'humanité ; fraternité générale des peuples ; avènement du genre humain à l'âge de raison ; pouvoir fort de sa justice ; gouvernement élevé à la dignité de vertu publique ; véritable christianisme politique en action : voilà cette philosophie qui doit donner le sens et l'âme à vos institutions ! Voilà le jacobinisme de Fénelon ! C'est le nôtre ; c'est sur ce texte que nous continuerons à juger acte par acte le gouvernement de 1830. S'il s'en rapproche, concours ; s'il s'en écarte, avertissement et opposition ; s'il les renie, guerre !

Telle est notre foi, tels sont nos principes, tels seront nos actes.

## XXXIX

## SUR LE DROIT DE REUNION

20 février 1848.

Nous empruntons à l'*Histoire de la Révolution de 1848* le récit des circonstances qui expliquent cette improvisation :

« Le douzième arrondissement de Paris avait organisé un banquet. L'opposition avait promis de constater son droit en y assistant. Le banquet devait avoir lieu le 20 février. Le ministère ne s'y opposait pas par la force. Il se proposait seulement de faire constater le délit par un commissaire de police et de faire juger le fait par les tribunaux. L'opposition était unanime pour accepter le débat juridique sur ce terrain. Tout se préparait pour cette démonstration pacifique.

» La veille, le ministère, inquiet d'une convocation adressée aux gardes nationaux sans armes par les républicains impatients, déclare à la tribune qu'il revient sur ses concessions et qu'il dissipera la manifestation par la force.

» M. Barrot convoque l'opposition constitutionnelle chez lui pour délibérer. On propose de s'abstenir devant la résolution extrême du gouvernement. M. Barrot et ses amis cèdent à ce conseil.

» Le lendemain, une seconde délibération a lieu chez un restaurateur de la place de la Madeleine. M. de Lamartine, M. Berryer, M. de La Rochejaquelein y sont convoqués. Environ deux cents députés de toutes les nuances d'opposition modérée y assistent. On discute sur le parti à prendre ; la discussion est longue, diverse, embarrassée, sans conclusion digne et ferme d'aucun côté. Si l'opposition recule, elle s'anéantit, déshonore